"Le tri à la source, seule solution"

Agnès Simonpietri, élue de Femu a Corsica, revient sur une semaine agitée quant à la gestion des déchets ménagers, et la polémique autour du centre de Tallone

La Corse vient de vivre une semaine éprouvante quant à la gestion des déchets ménagers. Sans polémiquer, mais en évoquant à nouveau des pistes de travail, Agnès Simonpietri, élue de Femu à Corsica à l'assemblée de Corse, a répondu à nos questions.

Les élus de Femu a Corsica ont toujours été opposés à l'enfouissement en vrac. Une méthode qui, finalement, semble avoir montré ses limites aujourd'hui ?
Nous avons toujours dit que cette méthode n'était pas la solution. Qu'il était préférable de faire le choix du tri au porte à porte. L'enfouissement en vrac est intolérable et insupportable pour les populations voisines des centres d'enfouissement. Nous comprenons très bien que M. Orsucci cherche désespérément une solution, ne fût-ce que par rapport à sa population qui a supporté le CET depuis 1991. Nous n'avons d'ailleurs aucune envie de polémiquer avec lui, mais nous n'avons pas la même vision des choses. Ce que personne n'arrive à comprendre, c'est que ce TMB (tri mécano biologique) près des centres d'enfouissement est une absurdité parce que dans les 80 000 tonnes de déchets arrivant à Tallone, il y a 16 000 tonnes d'eau, présente dans les biodéchets, c'est-à-dire 30 % de la poubelle. Est-il donc vraiment nécessaire de transporter cette eau de Bastia, Corte ou d'ailleurs vers Tallone pour y être triée ? Ainsi, faire un TMB c'est renforcer ce système, alourdir encore la facture et donc nous sommes contre.

Vous préconisez donc de construire ces TMB près des grandes agglomérations ?
Nous n'avons même pas besoin de TMB, sauf à le construire à titre transitoire. Et notre position sera toujours la même. Autre chose, qui est aussi une aberration, on transporte des cartons jusqu'à Tallone ou Prunelli, pour qu'ils soient triés avant de leur faire reprendre la route jusqu'au bateau ! On fait n'importe quoi au lieu de privilégier le tri à la source. Il n'y a pas d'autre solution.

Selon vous, le Syvadec est fautif ?
Oui, parce que lorsqu'au terme de 5 ans de cette mandature on n'arrive qu'à 3 % de tri sur les ordures ménagères, alors que l'office de l'environnement a investi 4 M€ pour les systèmes de tri, les containers, etc. c'est qu'il y a un problème. Cela veut dire que le Syvadec a pris le problème du mauvais côté.

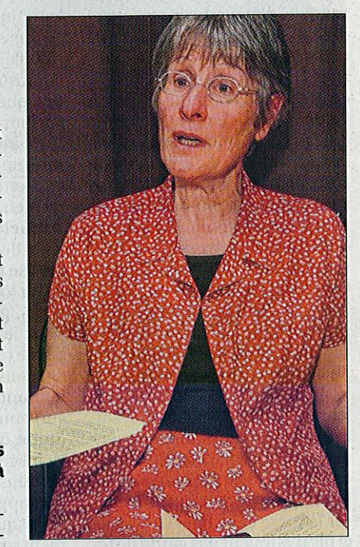
Mais est-ce que la population n'est pas elle aussi fautive, quelque part, en ne pratiquant pas le tri sélectif ?
Non, parce qu'on ne leur a pas donné le bon mode d'emploi, ni les bons outils, ni les moyens. Et c'est ce que l'on peut reprocher au Syvadec. Par exemple, on met des containers au bord des routes sans se soucier de la distance qui les sépare de la population. Comment demander à une personne âgée de faire 100 m, 200 m ou un kilomètre pour aller déposer ses bouteilles en verre dans un container ? Quand les gens de Bastia ou d'Ajaccio partent au travail le matin, pensez-vous qu'ils puissent amener leurs déchets triés à l'autre bout de la rue ? Non, car ils n'ont pas le temps. Et c'est normal. Il faut faciliter le geste du tri. Il est grand temps de changer de mode de tri et de ramassage. Par exemple, le lundi, on ne descend dans les containers que les biodéchets, le lendemain uniquement les emballages, etc. Et puis, il faut des outils adaptés à chaque type d'habitat, comme les composteurs en zone rurale, où vit la moitié de la population.
À ce sujet, cela représenterait plus de 20 000 tonnes de déchets en moins à transporter vers les CET ! Ce n'est pas négligeable, et ce sont des déchets qui ne devraient jamais entrer dans les circuits. Par ailleurs, pour en revenir au TMB, s'il se construit ce sera dans un délai de 18 à 24 mois. Dans ce même laps de temps, 55 communes de Catalogne sont passées à zéro déchets. Cela veut simplement dire que durant la phase de construction d'un TMB on peut développer le tri pour un coût dix fois moindre.

La gestion et le transport des déchets génèrent aujourd'hui des coûts importants. Vous ne pensez pas que c'est cela qui bloque aussi les possibles avancées en matière de tri ?
Pour exemple, le transport et l'enfouissement des déchets de la Communauté d'agglomération de Bastia se monte à 4,5 millions d'euros par an. Donc on a tout dit. Les transporteurs et les enfouisseurs ont tout intérêt à ce qu'on continue avec les mêmes méthodes.

La communauté des communes de Fium'Orbu Castellu travaille sur le tri à la source, la collecte au porte à porte, la possible création de poulaillers pédagogiques pour arriver à zéro déchets biodégradables dans six mois, c'est une sacrée avancée aujourd'hui ?
Tout à fait, les élus du Fium'Orbu ont tout compris. Après, il y a tout un travail de communication à mener également autour de ces divers projets et inciter les gens à amener leurs déchets vers ces poulaillers.
Dans ce délai des deux ans, la Cab s'est elle aussi engagée à faire évoluer ses méthodes de collecte et de tri. Guy Armanet, maire de Santa Maria di Lota et qui a en charge les déchets à la Cab, et le maire de Bastia, Gilles Simeoni, se sont engagés à mettre tout de suite en place le tri au porte à porte.

Le nouveau plan de gestion des déchets qui sera présenté le 15 juillet à l'assemblée de Corse vous convient-il ?
Le plan de gestion des déchets non dangereux a mis 5 ans pour sortir. Il est venu en première lecture et nous l'avons voté car nous y avons apporté des amendements. Mais aujourd'hui, il n'est pas du tout satisfaisant. D'ailleurs nous ne savons même pas si nous le voterons, car l'objectif du tri reste flou. Il y a 80 % de nos déchets qui sont recyclables, donc recyclons-les. C'est tout.

Cette crise des déchets est-elle sur le point d'être résolue selon vous ?
D'une certaine manière, c'est bien que les élus du Fium'Orbu aient dit stop dans un premier temps. Mais ils n'auraient jamais dû accepter des déchets en vrac et renvoyer la balle au maire d'Ajaccio et à l'ancien maire de Bastia en leur disant *"on ne veut plus de vos déchets transformables. Gardez-les et recyclez-les"*. Je pense que nous n'en serions pas arrivés là. Aujourd'hui, ils ont réagi et c'est très bien. C'est l'occasion de reposer le problème que nous posons depuis 5 ans.



/ PHOTO JOSÉ MARTINETTI

Alléluia ?
Je n'irais pas jusqu'à dire ça, vu la crise que ça représente et les délais de mise en route. Il y a une situation difficile à gérer, et nous en avons bien conscience.

Est-ce que la Corse a intérêt à envoyer ses déchets sur le Continent aujourd'hui, le temps de développer comme il se doit le tri à la source ? Et qui va payer ? L'État ?
C'est le problème du Syvadec. Quant à l'État, il défend toujours l'incinération. On ne peut pas compter sur les services de l'État qui ne se sont même pas rendu compte, il y a trois ans, que le projet de TMB de Tallone allait poser des problèmes au niveau de la loi littoral.

Propos recueillis par MARIO GRAZI
mfgrazi@corsematin.com